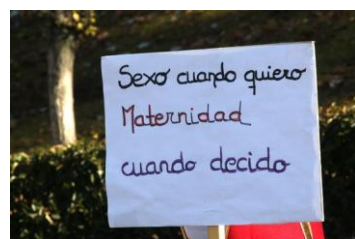


Non à la régression des droits des femmes en Espagne et ailleurs

20 décembre 2013, le gouvernement espagnol veut annuler la loi autorisant l'avortement, rappelant les sombres heures du franquisme. Il revient sur la loi obtenue en 2010 qui légalisait l'avortement jusqu'à 14 semaines d'aménorrhée (22 pour raisons médicales) au mépris des recommandations des textes internationaux de l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'Organisation des Nations Unies.

Renouant avec des pratiques qui déniaient la liberté de choix aux femmes au mépris des droits humains fondamentaux, il annonce clairement son projet de société : **maintenir les femmes dans un statut social étroit et de soumission**. Cette attaque du gouvernement espagnol s'inscrit dans l'offensive européenne des opposant-es aux droits des femmes comme l'a illustré en décembre 2013 le rejet du rapport Estrela par le Parlement européen (rapport sur la santé et les droits reproductifs traitant de l'accès aux contraceptifs et à l'avortement, de la procréation médicalement assistée, de l'éducation sexuelle et de la liberté de conscience). Ce rapport proposait que l'avortement soit de la compétence de l'Union européenne, encourageant ainsi tous les états membres à l'autoriser.



Ce refus d'accepter le droit des femmes à disposer de leur corps, cette persistance à les considérer comme des sous citoyennes incapables de décider par elles-mêmes désigne l'enjeu : quelle société voulons-nous ? Le combat des femmes, des forces démocratiques et associatives espagnoles pour ce droit fondamental est le nôtre, et nous le soutiendrons ici et ailleurs car il est le combat de celles et ceux qui veulent l'égalité entre les femmes et les hommes. Il rejoint les luttes que nous avons menées et que nous continuons à mener dans notre pays. Car, si le droit à l'avortement est bien inscrit dans la loi française, la concrétisation du droit à travers des centres d'avortement nombreux, permettant un accueil et des soins de qualité, n'est toujours pas assurée de manière satisfaisante dans toutes les régions. C'est aussi un soutien à toutes les femmes obligées de se rendre dans une autre région ou dans un autre pays parce que là où elles vivent l'accès à l'avortement est difficile, voire interdit.

Nous appelons à lutter pour une Europe où toutes les femmes pourraient disposer librement de leur corps sans contrainte étatique et religieuse, et qui intègre ces droits à la Charte européenne des droits fondamentaux, et à soutenir le combat des femmes espagnoles pour conserver l'acquis qu'elles ont gagné de haute lutte.

Manifestations le 1^{er} février à l'appel de nombreuses organisations, dont l'Union syndicale Solidaires.
*Non à l'ordre moral qui veut gérer nos vies.
Oui à nos droits, tous nos droits et à la liberté de choix d'avoir un enfant ou non.*

Contre les licenciements chez Général Motors au Brésil

Après avoir bénéficié de 3 milliards de réais (un milliard €) de cadeaux fiscaux du gouvernement brésilien, après une année 2013 où les commandes ont augmenté, les patrons de Général Motors licencient 1053 travailleurs-ses de l'usine de São José dos Campos au Brésil. **Ces 1053 travailleurs-ses sont licencié-es parce que les patrons et les actionnaires de Général Motors veulent augmenter, toujours plus les marges de bénéfices et engraisser, encore et encore, les actionnaires.**

Une fois de plus, le gouvernement, les politicien-nes et le patronat organisent le chômage, l'exploitation des salarié-es, la misère pour des millions de personnes, la destruction des droits sociaux et économiques. C'est à cela que nous sommes confronté-es partout dans le monde. C'est ce que nous combattons, partout dans le monde. Nous soutenons pleinement la lutte des travailleurs-ses et le Sindicato dos Metalúrgicos de São José dos Campos – CSP Conlutas qui revendique :

- Suspension immédiate des licenciements !
- Investissement sur site des 2,5 milliards de réais que la direction de GM avait promis.
- Engagement du gouvernement sur l'interdiction des licenciements.

22 jours de grève dans les chemins de fer de Corée



Le 9 décembre, à l'appel du syndicat KRWU (affiliée à la KCTU), les cheminots de la compagnie publique des chemins de fer de Corée (KORAIL) sont massivement en grève. Ils défendaient leurs droits et le service public ferroviaire. **Le mouvement a duré 22 jours ! KRWU et KCTU ont appelé le 9 puis le 16 janvier à de nouvelles journées de grève** contre l'arrêt des charges criminelles, les licenciements, les mesures disciplinaires concernant KRWU, la fin de la répression contre les travailleurs en Corée et le refus de toute privatisation.

Le gouvernement coréen a une sinistre habitude de la répression antisyndicale. Comme tous les secteurs professionnels où des luttes s'organisent, les cheminots y sont souvent confrontés. Ainsi, en 2009, lors d'une précédente grève, le gouvernement coréen avait multiplié les violations des droits syndicaux et plus largement des droits de l'Homme : accusations d'actes criminels, emprisonnements arbitraires, procès en dommages et intérêts, licenciements, sanctions disciplinaires, etc.

Le gouvernement s'attaque encore aux cheminots qui défendent le service public ! Quelques jours après le début de la grève, une répression sauvage était exercée : les bureaux du syndicat des travailleurs des chemins de fer ont été investis par des dizaines de policiers emportant ordinateurs et équipements. Des mandats d'arrêt ont été émis pour les principaux dirigeants syndicaux - qui sont actuellement cachés en lieu sûr. Des révocations sont prononcées en masse. Les locaux de la confédération, KCTU, ont été pris d'assaut par les forces de police.

Le Réseau Rail Sans Frontière composé d'organisations syndicales de cheminots d'Europe et d'Afrique, le **Réseau syndical international de solidarité et de luttes** qui rassemble des organisations syndicales interprofessionnelles d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe ont soutenu les cheminot-es en lutte ! **SUD-Rail et l'Union syndicale Solidaires ont organisé un rassemblement devant l'ambassade de Corée à Paris.**

Manifestation au Pays basque, pour les droits humains et la paix



Le 11 janvier, 130 000 personnes manifestaient dans les rues de Bilbao, en faveur des droits humains et de la paix. Cette manifestation était appelée par de nombreux partis politiques et des syndicats du Pays basque (ELA, LAB) et faisait suite à l'**interdiction de la manifestation annuelle en faveur des droits des prisonnier-es.**

L'association d'aide aux réfugiés et prisonniers politiques basques Anai-Artea indique que « *demander de mettre fin à l'éloignement et à la dispersion des prisonniers politiques est devenu un délit au Pays Basque alors même que ces mesures vont à l'encontre des recommandations de l'ONU, de l'Europe et des codes de procédure pénale des pays démocratiques* ». L'association rappelle que « *la France applique la même politique d'éloignement et de dispersion des prisonniers politiques basques que l'Espagne et cela malgré les demandes de rapprochement de milliers de personnes, de centaines d'élu-es et notamment de la majorité des Conseillers généraux du Pays Basque* ». Face aux blocages des Etats espagnols et français, les dernières arrestations et interdictions ont abouti à une mobilisation aussi massive qu'historique.

Création d'une nouvelle Centrale syndicale au Mexique



*¡ Por un sindicalismo
de Clase,
Autonomo,
Democratico
e Internacionalista !*

L'Union syndicale Solidaires a adressé un message au congrès de fondation de la nouvelle centrale syndicale des travailleurs-ses du Mexique. Depuis plusieurs années, nous soutenons les luttes menées par le Syndicat des Electriciens, par les enseignant-es regroupé-es dans le CNTE, les mineurs et bien d'autres. **Il manquait une organisation coordonnant ces luttes, c'est la voie ouverte par la création de cette organisation combative.** www.nuevacentral.com.mx

Syrie : Solidaires signataire d'un appel pour secourir la population

Compte tenu du désastre humanitaire qui touche de plus en plus gravement la population syrienne, le CSPS (Comité de Secours à la Population Syrienne) lance un appel pour que l'aide humanitaire soit prise en compte d'une façon déterminante et s'impose à toutes les parties au conflit.

Après trois ans de conflit, de bombardements et de destructions par le régime au pouvoir, le nombre de syrien-nes sans toit ne cesse d'augmenter. Selon les chiffres publiés par des organisations syriennes, **plus de trois millions de personnes sont réfugiées hors de Syrie, sept millions sont déplacées à l'intérieur du pays**. Les écoles sont détruites ou abritent des déplacés, des médecins sont assassinés, des villes sont privées d'électricité, d'eau, et de tout approvisionnement depuis des mois et leurs habitant-es meurent de faim et d'épuisement. Face à la détérioration de la situation humanitaire, à l'encerclement de certaines régions par les forces gouvernementales syriennes, à la famine et aux bombardements de civils, face à cette urgence, nous proposons les démarches suivantes :



Dans un cadre international et national :

- ⇒ Mise en place de **couloirs humanitaires** de façon à permettre la distribution de secours et la mise en œuvre de centres de soins d'urgence, d'une façon indépendante du régime.
- ⇒ **Accroissement de l'aide aux réfugié-es** syrien-nes dans les pays voisins de la Syrie.
- ⇒ **Augmentation des dons faits par les Etats**, dans le cadre de l'ONU et de l'Europe : alors que les besoins sont estimés à 6,5 milliards de dollars, seuls 2,4 milliards ont fait l'objet de promesses de dons à l'ONU.
- ⇒ **Augmentation significative du nombre de réfugié-es syrien-nes admis sur le territoire français** : le chiffre de 500 réfugiés annoncé est tout à fait insuffisant. Le droit d'asile s'impose par les Conventions de Genève et ne saurait être contingenté. On devrait attendre de notre pays un chiffre au moins 10 fois supérieur.

Dans un cadre local :

- **Appel aux organisations progressistes et de défense des droits de l'homme**, en France et dans d'autres pays, pour constituer des collectifs pour secourir la population syrienne.
- Encouragement et développement des initiatives locales, telles que celles de CODSSY (Collectif de Développement et de Secours Syrien), par exemple en organisant des **collectes**, en mettant à disposition des **locaux pour entreposer des biens destinés à aider les réfugié-es** (vêtements, médicaments, ...), en relayant des appels aux dons pour **financer des micro-projets** destinés à installer des centres de soins, des écoles ou d'autres organismes répondant aux besoins de la population dans les zones libérées et gérées par des mouvements démocratiques, ou à permettre leur fonctionnement quand ces établissements existent déjà.
- **Développement des parrainages** entre les villes ou collectivités territoriales françaises et syriennes des zones libérées et gérées par des mouvements démocratiques.

Les associations et mouvements signataires du CSPS demandent à tous les acteurs et actrices de la vie politique en France et en Europe de prendre ou soutenir les mesures ci-dessus, afin de redonner confiance aux populations syriennes dans le soutien qu'elles peuvent recevoir de notre pays et conforter la position des forces démocratiques en Syrie.

<http://secourssyrie.free.fr> www.aveclarevolutionsyrienne.fr

Fidji : grève déclarée illégale et responsables syndicaux arrêtés

Le soir du Réveillon du Nouvel An, les employé-es de l'Hôtel Sheraton à Fidji (une filiale du groupe Starwood) s'est mis en grève contre la suppression de leurs avantages sociaux. La direction a accepté de négocier sur leurs griefs et ils sont retournés au travail. Ce serait un conflit de travail normal, s'il ne se déroulait pas dans les îles Fidji, où la dictature militaire qui dirige le pays depuis un coup d'état en 2008, sape sans arrêt les droits syndicaux. **Malgré le règlement pacifique du conflit, le régime fidjien a déclaré la grève illégale et arrêté les responsables du syndicat – ainsi que le président du syndicat national des salarié-es de l'industrie hôtelière, de la restauration et du tourisme, Dan Urai, qui est également président du Congrès des syndicats de Fidji.**

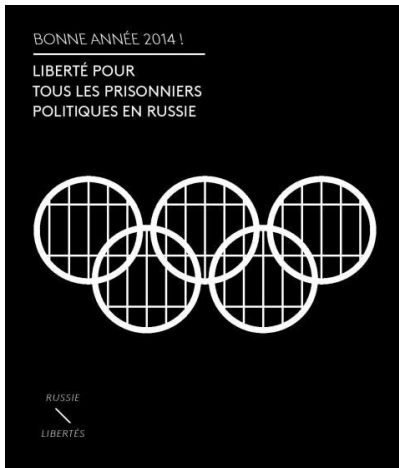


Parmi les conditions de la libération sous caution des militants arrêtés, celle de ne pas répéter « l'infraction », c'est-à-dire déclencher une nouvelle grève, sous peine de nouvel emprisonnement ! Ce comportement du régime fidjien fait partie d'une campagne de harcèlement des militant-es et de violation des droits humains et syndicaux fondamentaux qui a conduit l'Organisation internationale du Travail à censurer le régime - qui a répondu en expulsant du pays, une délégation de l'OIT. Il est temps de dire au régime fidjien que c'en est assez, les attaques contre les droits et les libertés syndicales des travailleurs doivent cesser !

www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=2172&src=mm

Jour de mémoire et de lutte contre la terreur néo-nazie en Russie

Il y a cinq ans à Moscou l'avocat et défenseur des droits humains, Stanislav Markelov, et la journaliste, Anastasia Babourova, tous deux antifascistes, ont été assassinés à quelques centaines de mètres du Kremlin. Leurs assassins appartiennent au milieu néo-nazi et étaient dérangés par l'activité que Stanislav menait contre la xénophobie et la violence nationaliste. Depuis, **la xénophobie n'a pas disparu et a même pris une plus large ampleur** : émeutes nationalistes dans les villes russes à l'été 2013, actes réguliers de violence contre d'autres minorités, notamment les personnes LGBT.



Pour commémorer la date du 19 janvier, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes en Russie et dans d'autres pays. A Moscou, les autorités cherchent chaque fois à perturber le bon déroulement de l'action. Cette fois-ci, la marche a pu avoir lieu sans que des participant-es ne soient arrêté-es par la police. En revanche, à la fin de l'action, plusieurs manifestant-es ont été attaqués par des néo-nazis.

Selon la tradition de ces marches, les participant-es ne viennent pas accompagné-es des drapeaux de leurs partis respectifs, car la lutte contre la xénophobie en Russie est l'affaire de tout un chacun. En effet, le 19 janvier, des antifascistes, des militant-es LGBT, des représentant-es de syndicats et de différents partis politiques russes (des socialistes et anarchistes aux libéraux) continuent de dénoncer ce fléau de la violence nationaliste et révèle l'encouragement indirect des radicaux néo-nazis par le pouvoir ainsi que la politique xénophobe du pouvoir. « *La Douma fasciste est une honte pour la Russie !* » ; « *On n'oublie pas, on ne pardonne pas !* », « *Milonov, Mizoulina – en prison !* » voici quelques slogans forts de la marche. Les manifestant-es ont en outre exigé la libération de tous les prisonnier-es politiques en Russie. <http://russie-libertes.org>

Révolte et exaspération populaire à Burgos et dans toute l'Espagne

L'aménagement d'une rue de Burgos dans le nord de l'Espagne, a mobilisé, vendredi 17 janvier et pendant le week-end qui a suivi, des milliers d'habitant-es pour protester contre des dépenses jugées superflues en temps de crise. Leurs rassemblements émaillés d'incidents ont offert une image pour le moins insolite dans cette ville réputée tranquille et conservatrice.



La Mairie de Burgos prévoyait d'investir huit millions d'euros dans l'aménagement de la rue Vitoria, l'une des deux principales artères du quartier ouvrier de Gamonal. Un coût exorbitant qui choqua l'opinion publique et notamment les Comités de quartier, très actifs, et ce d'autant que l'Espagne continue à payer le prix d'une crise aiguë (avec un taux de chômage dépassant les 26%). Autre élément qui justifia la colère de la population : le constructeur, propriétaire du journal local, *El Diario de Burgos*, est un homme d'affaire connu qui dans le passé a été condamné pour corruption pour d'anciens projets immobiliers négociés avec la Mairie de la ville.

En écho à la mobilisation à Burgos, manifestations de soutien ont eu lieu dans plusieurs villes d'Espagne. A Barcelone, Valence et Saragosse, ils ont donné lieu à des affrontements violents avec la Police. Dans cette dernière ville, 8 personnes ont été arrêté-es. Un véritable état de siège avait été établi par la Police locale autour du quartier la Magdalena, dans le centre de la ville. Des contrôles systématiques étaient imposés aux passant-es. Ce qui n'était pas neutre, aux dires de la secrétaire de la CGT aragonaise, Nieves : « *Toute personne contrôlée sans papier est passible d'une amende de 300 euros!* ». Pour Nieves, cette colère à Burgos et ailleurs en Espagne est le fruit d'une « *exaspération généralisée de la population espagnole lassée de la misère, de la précarité et de la corruption éhontée des politicien-ne-s lié-es aux magnats de l'immobilier* ». **A Burgos, la mobilisation a imposé l'arrêt des travaux dans le quartier de Gamonal.** D'autres étincelles et soulèvements populaires sont à prévoir dans les semaines et mois à venir. L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien à ces révoltes légitimes et demande l'annulation des poursuites à l'égard des personnes arrêtées. <http://cgt.org.es/recursos/audio-visuales/video-gamonal-la-lucha-es-el-unico-camino>

En Palestine, l'armée israélienne attaque aussi les travailleurs

Le Syndicat Palestinien des Travailleurs des Services Postaux condamne l'attaque perpétrée par l'armée d'occupation israélienne contre des employés de la poste dans la ville d'Hébron, en Cisjordanie occupée. **Le 9 janvier, à la mi-journée, des soldats israéliens ont attaqué deux employés de la Poste Palestinienne alors qu'ils travaillaient** dans le bureau de poste dit de la mosquée Ibrahim, dans la vieille ville de Hébron, et ouvert le feu de manière aléatoire dans le but de les intimider. Le syndicat demande aux organisations internationales humanitaires et de défense des droits humains d'intervenir pour faire cesser les attaques des forces d'occupation israélienne contre la Poste Palestinienne, ses employés et ses bureaux.